Articulation(s) Articulations

NumeRev

N° 0 | 2020
Année Zéro - Première mise en mots pour une radicalité en Travail Social

Le Care à l'heure du Covid 19

Dominique PATUREL *Chercheuse*
HDR Sciences de Gestion
Collectif Démocratie Alimentaire

Édition électronique :
URL : https://articulations.numerev.com/articles/revue-0/579-le-care-a-l-heure-du-covid-19
DOI : numerev_1380
ISSN : 2728-834X
Date de publication : 17/05/2020

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : PATUREL, D. (2020) Le Care à l'heure du Covid 19. *Articulations*, (0). https://doi.org/10.34745/numerev_1380

Résumé :

Le 11 mars 2020, le président de la République, E.Macron, crée le conseil scientifique chargé «d'éclairer la décision publique dans la gestion de la situation sanitaire liée au coronavirus» . Il est composé de onze médecins et chercheurs. Le 24 mars 2020, le ministre de la santé en compagnie de la ministre de la recherche annonce la création d'un comité d'experts (Comité Analyse Recherche et Expertise , CARE) dont la mission est de le conseiller sur les aspects opérationnels. Dans ces deux comités, il y a en tout et pour tout, deux chercheurs en sciences sociales. Ce constat nous amène à faire un pas de côté et regarder la crise du covid à l'aune de l'éthique du care. Sur les pas de Joan Tronto, à partir de son essai « Le Care ou Le risque », nous réinterrogeons ce qui est en train de se vivre et la place qui pourraient être celle des sciences sociales et de la recherche action.

Abstract:

On March 11, 2020, the President of the Republic, E.Macron, created the scientific council responsible for "clarifying public decision in the management of the health situation linked to the coronavirus". It is made up of eleven doctors and researchers. On March 24, 2020, the Minister of Health, along with the Minister of Research, announced the creation of a committee of experts (Comité Analyse Recherche et Expertise, CARE) whose mission is to advise him on operational aspects. In these two committees, there are only two social scientists. This observation leads us to take a step aside and look at the covid crisis in terms of the ethics of care. In the footsteps of Joan Tronto, starting from her essay "The Care or The Risk", we re-question what is happening and the place that could be that of the social sciences and action research.

Présentation de l'autrice :

Dominique Paturel, assistante de service social, titulaire d'une Habilitation à Diriger des Recherches en sciences de gestion, chercheuse UMR 951 Innovation, INRAE, associée au LISRA, Collectif Démocratie Alimentaire.

dominique.paturel@inrae.fr

Mots-clés :
Éthique du care, Société du risque, Ethics of care, Risk society

Introduction

Début du confinement un peu en avance pour moi. Je le démarre, sans le savoir, le vendredi 13 mars. En effet, les infos concernant l'épidémie en Chine sont claires quant à la propagation du virus, il y a déjà eu la détection de cas en France fin janvier et l'Italie et l'Espagne viennent de décider le confinement. Je me demande pourquoi nous ne sommes pas dans ce confinement. Je me retrouve à faire mes courses le vendredi avant de rentrer avec l'intention de ne pas bouger les trois prochains jours : de l'écriture m'attend et j'ai pris du retard. En rentrant j'appelle mes enfants, à nouveau, et je leur dis de faire eux aussi leurs courses en prévision probablement d'une obligation à rester chez soi. Ils sont encore sceptiques quant à cette éventualité, et ce d'autant plus que je leur recommande cela depuis deux semaines et qu'aucune information ne va dans ce sens. A la fin du week end, je comprends que c'est vraiment ce qui va se passer et je retourne faire des courses.

Je me regarde faire de nouveaux achats, sans pouvoir m'empêcher de les faire et je sens bien que je suis dans une sorte de « déjà-vu ». C'est seulement une semaine plus tard que les souvenirs de mai 68 reviennent. Nous avions été assignés à résidence pendant trois semaines et je revois ma mère revenir du marché, chargée « comme un mulet » (disait-elle). Elle était dans une sorte de fébrilité, disant qu'il fallait absolument faire des réserves : on ne savait pas combien de temps cela allait durer. Quant à mon père, « occupé à occuper » son usine, il faisait de rares apparitions, juste assez pour m'enfermer après m'avoir récupérée au poste de police. Mai 68 pour moi s'est donc résumé à deux jours de manifs : la première journée avec une grande partie du trajet à pied pour rentrer, et un deuxième jour où dès le démarrage, nous nous sommes fait arrêter et obligation d'attendre nos parents. Et retour à la maison dans la 2CV familiale, sans un mot de tout le trajet ; puis direction ma chambre et tour de clé : mon père avait manifestement autre chose à penser que de se préoccuper de sa fille adolescente à une époque où de toute façon, les enfants n'avaient aucun droit à la parole et encore moins s'il s'agissait d'une fille. Son comportement était strictement aligné sur les mœurs de l'époque et correspondait à un ouvrier occupant son usine en grève. Ce que ni ma mère, ni mon père ne savaient, c'est que ce petit mois allait transformer profondément la vie sociale et politique et qu'ils vivaient leurs dernières semaines de parents qui ordonnent, face à des enfants qui obéissent sans contester. Quant à moi, je suivrai les évènements sur le poste de radio, branchée sur Europe et RTL, écoutant la bataille du quartier latin et la révolte s'installera dans mon âme et mon coeur face aux injustices sociales, de façon définitive.

En repensant à mes courses du lundi soir, je me disais que je reprenais à mon compte finalement la fébrilité de ma mère, remplie par les souvenirs de la guerre de 40 où la faim avait été présente pour elle et sa famille[1]. Au détour de ce début de confinement, je prends conscience que l'inconscient collectif garde la mémoire de la faim: la France n'a plus connu cette question depuis le début des années 1950 et pourtant ces comportements d'achats en vue de faire des réserves sont là : ils se concentrent sur la farine, le sucre, le café, les pâtes et le riz[2]. Une fois mes réserves épuisées, je ferais mes courses à l'épicerie du village.

Je résiste à cette sémantique guerrière, notamment à l'appel porté par le ministère de l'agriculture et le syndicat majoritaire de la profession agricole, d'un patriotisme alimentaire : il s'agirait pour ceux qui sont confinés d'aller aux travaux des champs et de laisser dans l'ombre les conditions de travail de ces centaines de milliers de travailleurs saisonniers essentiellement issus de l'immigration. D'autre part, faire l'impasse sur la réduction des moyens au secteur de la santé depuis vingt-cinq ans , oblige à se questionner sur cet ennemi: le virus comme les gouvernements l'affirment ou bien ce capitalisme débridé qui a engendré ce néo-libéralisme qui transforme tout

en marchandise ?

Là encore dans les premiers temps, je vais suspendre mes oreilles à la radio du service public et entrer dans l'ébullition numérique où tout semble urgent. Puis au bout de deux semaines, je vais commencer à prendre du recul : d'une part parce que les migraines et les yeux complètement éclatés par l'usage des écrans vont le nécessiter et d'autre part parce j'arrive à un stade où je ne supporte plus la romantisation de cette période et son avatar d'un « colibrisme rampant ». J'ai fermé mes écoutilles aux infos quotidiennes où on entend ces gens qui nous vantent leur jardin, leurs promenades dans la nature et leurs états d'âme mystique.
Cette façon de dépolitiser la réalité et passer sous silence le fait que ce sont majoritairement les femmes et les jeunes qui font tourner l'économie réelle, celle dont nous avons besoin pour manger, boire et se soigner, sans oublier de ramasser nos déchets etc.
Mais au-delà de la question de genre, ce sont les discours virils des politiques, des médias et des responsables économiques (entreprises, syndicats) utilisé tant par des femmes que des hommes qui sont glaçants. L'assignation des populations au confinement est ordonné, au motif de la guerre et l'infrastructure caritative, habituée à des interventions normées par les politiques publiques est aux abonnés absents durant la première quinzaine. Puis après le basculement de la troisième semaine de confinement, ces associations mainstream reviennent avec une organisation digne de l'humanitaire sur une partie du territoire mais une majeure partie de la Seine Saint Denis, certains quartiers des grandes villes, et un nombre important de villages, de hameaux sont laissés de côté. Certes, le nombre de bénévoles ne permet pas non plus de mailler le territoire et ce, compte tenu de la moyenne d'âge de ceux-ci. Alors encore une fois, des initiatives portées par des milliers d'habitants se créent et mettent au jour une gigantesque entraide civile[3]. Il faudra d'ailleurs y revenir le Jour d'Après pour en tirer les leçons et probablement trouver les ressorts politiques pour la sortir de la clandestinité.

Ces discours guerriers rappellent avec force la structure patriarcale de notre société avec une centralité des décisions, essentiellement prise par la présidence de la république et un exécutif à l'application. L'Assemblée Nationale où devrait se mettre en discussion démocratique, les orientations, semble, elle aussi vouée au silence. Passé le temps de sidération, ces discours, dans le déni d'une année de lutte des Gilets Jaunes et de mobilisation sociale contre la réforme des retraites et de son cortège de destruction du modèle de protection sociale, laissent entrevoir l'état actuel du rapport de forces.

Dans ce contexte, se replonger dans la philosophie politique et utiliser l'éthique du care comme grille de lecture réflexive sont des alternatives intéressantes.

L'éthique du care comme grille de lecture

Souvent réduit aux activités du soin, médical ou social, et assigné aux femmes, le care s'entend au-delà d'un travail invisible lié au genre, comme « *une activité générique qui comprend tout ce que nous faisons pour maintenir, perpétuer et réparer notre monde* » (Tronto, 2009: 143). Au-delà d'un champ d'application, l'approche par le care est une façon de comprendre qui manifeste cette activité, quand, où, comment et pourquoi. Elle considère des sujets qui se rendent compte de leur fragilité et de celle des autres, donnent de l'attention, du soin aux autres et en reçoivent. Le care est d'abord un travail, basé sur la construction et l'entretien de liens sociaux, mais aussi une philosophie de sollicitude (Brugère, 2014). Le travail de liaison ne s'arrête pas là: des travaux montrent en quoi l'expérience issue du care amène des acteurs variés à réagir face aux institutions qui rendent vulnérables ou invisibles ; ils cherchent à mettre en œuvre des solutions, à l'échelle du proche et par la participation, pour répondre aux besoins, de reconnaissance en particulier. Le care sort alors de la sphère de l'intime en contribuant à construire des dispositifs porteurs de nouvelles aspirations, possibilités d'agir et de penser pour les personnes fragilisées (Molinier *et al*., 2009).

Dans le care, l'attention aux autres dans leur intégrité et leur spécificité est d'une importance primordiale. Ce type d'engagement social et moral contraste avec celui impliquant une attention aux règles, aux valeurs, aux principes généraux et abstraits. La perspective de la justice sur laquelle est fondé notre système social, repose sur la présupposition que la meilleure façon de prendre soin des personnes consiste à respecter leurs droits et à leur accorder leur dû dans la distribution des charges et des bénéfices sociaux. Par contraste, le care insiste sur une

attention permanente, un engagement à l'égard de personnes singulières c'est-à-dire une concentration sur les besoins, les désirs, les attitudes et toute la façon d'être de la personne singulière. C'est la personne telle qu'elle est et non ses traits idéalisés dans des règles générales qui sont le guide du care. De ce point de vue, autrui et soi-même sont conçus dans leur singularité plutôt qu'ils ne sont vus comme des exemplaires auxquels appliquer des notions morales généralisées. Ceux qui voient le sujet comme étant séparé des autres se réfèrent à la morale de la justice telle qu'elle existe dans nos sociétés occidentales, à savoir le passage par des principes universaux, ne reconnaissant pas les particularités ; l'éthique du care s'appuie sur une approche du sujet en lien et interdépendant des autres.

Le care correspond au souci du particulier, ancré dans ce qui compte, dans ce qui a de l'importance pour soi et dans une attention à autrui. Ce qui importe, c'est la perception des contrastes, des distances, des différences et leurs expressions. Le fait de focaliser ainsi sur une catégorie rend visible les différences entre cette catégorie et ce qui est posé comme une norme. Tout l'apport du care est de permettre une approche éthique qui ouvre sur des possibles autres que la comparaison entre ce qui est de l'ordre de la norme ou de la règle et ce qui ne l'est pas. C'est plutôt une appréhension de la différenciation, contextualisée à la situation et qui englobe la préoccupation du juste et de l' important.

Covid 19 à l'aune de cette grille de lecture

Le 11 mars 2020, le président de la République, E.Macron, crée le conseil scientifique chargé «d*'éclairer la décision publique dans la gestion de la situation sanitaire liée au coronavirus*» . Il est composé de onze médecins et chercheurs, présidé par Jean-François Delfraissy (immunologiste et président du Comité consultatif national d'éthique). Deux femmes en font partie et les sciences sociales y sont représentées par une des femmes (l'anthropologue Laetitia Atlani-Duault) et un sociologue. Quels que soient les avis et les réflexions menés par ce conseil scientifique, on en retient essentiellement les polémiques et/ou controverses scientifiques engagées par Didier Raoult, directeur de l'Institut Hospitalo-Universitaire Méditerranée. Celui-ci préconise un traitement à la chloroquine (HCQ) dès les premiers symptômes de la maladie. Cette préconisation est controversée par ses pairs, notamment en questionnant la méthode mis en œuvre pour vérifier ses hypothèses. A travers cette controverse scientifique qui verse dans la polémique, s'affronte des schémas sur la façon de penser et de faire de la science. Tout y passe : l'autopromotion, pétitions, réponses des uns et des autres au nom de leur propre légitimité scientifique, etc., l'argument d'autorité étant à chaque fois la reconnaissance par les pairs à l'échelle internationale. Pour nous qui assistons à ces échanges, la soi-disante neutralité de la science explose et les postures d'égo sont en première ligne. Et je ne peux m'empêcher de remarquer que nous sommes en présence d'hommes ayant dépassé la cinquantaine, et d'une absence des sciences sociales. En outre, la controverse qui éclate est-elle seulement scientifique ? Que veut dire cet étalage à travers la presse ordinaire et de faire, de nous, lecteurs et citoyens, des pro ou anti HCQ alors que nos bagages d'éducation scientifique sont bien maigres pour avoir un avis ? (Castel, 2020) Si les soubassements de ces questions peuvent reposer sur quelques hypothèses (rivalités commerciales entre deux multinationales pharmaceutiques, rivalité professionnelle d'experts, mépris habituel et récurrent de Paris envers la Province, etc.), nous ne pouvons que constater un déficit démocratique quant aux moyens d'y participer tant d'un point de vue épistémologique que celui des connaissances partagées: cela laisse un arrière-goût d'être pris en otage et de ne pouvoir avoir recours qu'à la croyance intuitive à la place de l'appropriation des termes de la situation. C'est ainsi qu'on peut comprendre la file d'attente devant l'IHU[4]

Le 24 mars 2020, le ministre de la santé en compagnie de la ministre de la recherche annonce la création d'un comité d'experts (Comité Analyse Recherche et Expertise , CARE) et la présidence est assurée par Françoise Barré-Sinoussi[5]. Il est composé de douze chercheu.ses et médecins (5 femmes et 7 hommes). Deux membres sont issus du Conseil scientifique dont Laetitia Atlani-Duault, seule chercheuse en sciences sociales de ce comité.

Ce comité qui prend comme sigle CARE a pour mission de « *conseiller le gouvernement pour ce qui concerne les programmes et la doctrine relatifs aux traitements, aux tests et aux pratiques de "backtracking" qui permettent d'identifier les personnes en contact avec celles infectées par le virus du Covid-19 »*, selon l'Elysée. CARE « *assurera notamment le suivi des études thérapeutiques autorisées en France et les essais engagés sur des traitements à l'étranger* » et « *accompagnera la réflexion des autorités sur la doctrine et la capacité à réaliser des*

tests ainsi que sur l'opportunité de la mise en place d'une stratégie numérique d'identification des personnes ayant été au contact de personnes infectées », explique la présidence.

Et voilà le care convoqué, réduit à sa traduction de soin rattaché à la maladie. Alors que les chercheuses Sandra Laugier, Pascale Molinier et Patricia Paperman ont tenté d'amener cette façon de concevoir les rapports sociaux à partir d'un colloque en 2010, l'éthique du care n'a jamais réussi à s'imposer comme concept en France. Même si pour certains d'entre nous, cette disposition est la base de nos méthodologies de recherche, le care reste une notion peu pris en compte dans une conception de la science en surplomb, souvent pris dans un rapport binaire à celui de risque.

Ainsi la présidence de la république et le gouvernement font le choix de séparer ce qui serait l'éclairage scientifique et les choix opérationnels avec deux instances distinctes. Or les théories du care nous enseignent que cette approche « séparatiste » est propre à une conception du risque, réfléchie par des auteurs qui cherchent à moderniser la notion de contrôle : bref, on reste ainsi au coeur des approches viriles en sciences sociales. En outre, la réflexion démocratique face à l'alliance de la science avec le gouvernement et la présidence de la république génère quelques inquiétudes quant à la qualité de la démocratie.

Le Risque ou le Care

Joan Tronto publie en 2012 un essai de 50 pages où elle propose une analyse robuste pour trouver une alternative philosophique et politique à la conception d'une société postmoderne basée sur la gestion du risque.

Le concept de la société du risque émerge au milieu des années 1980 juste après que les théoriciennes féministes commencent à discuter et documenter le care. A la même époque apparaît la deuxième vague de réflexions autour de l'empowerment[4], issue des luttes féministes, du travail social et de la psychologie communautaire.

Trois auteurs sont emblématiques de cette thématique de la société du risque : Ulrick Beck en Allemagne avec «L*a société du risque*» en 1986 (traduit la même année), Anthony Giddens au Royaume Uni avec «La constitution de la société» en 1987 (traduction de *The Constitution of Society. Outline of the Theory of Structuration,* publié en 1984*)* et François Ewald avec « *l'Etat Providence* » en 1986.

Ces trois auteurs nous disent qu'il y a une nouvelle forme de risque qui signe la naissance d'une seconde phase de la modernité : la postmodernité. Celle-ci se focalise sur « *les conséquences non intentionnelles* » de l'action sociale en se plaçant de façon classique au-dessus de la société avec un implicite sur cette vision comme normale et évidente mais sans jamais les mettre en lumières. Dans le préambule à son essai, Joan Tronto nous dit que la plupart du temps, les penseurs oublient d'où ils parlent et elle insiste en se demandant : « l*es théories sociales peuvent-elles s'étendre depuis leurs observations de départ jusqu'à d'autres cadres sans faire violence aux faits sociaux ? Peuvent-elles inclure les vues des autres dans leur système ? Permettent-elles la prise en compte de facteurs tiers ou suggèrent-elles qu'une vue exclusive du monde est seule opératoire* ? » (op cité, p11) Joan Tronto répond que les théories du Nord mondialisées se posent rarement la question de leur propre nature.

Pour Ulrich Beck et Anthony Giddens, la société du risque postmoderne est différente de celle du 19ème ou 20ème car les risques qui étaient calculables et prévisibles, ne le sont plus : on ne peut plus être sûr des responsabilités et des causes (et donc les garantir). Pour François Ewald, la nature des risques postmodernes nous oblige à une philosophie de la précaution et des politiques de prévention.

Ulrich Beck (1992:49) résume cela en disant : « *on peut résumer la force qui oriente la société de classe par la phrase; j'ai faim; de l'autre côté, on exprime ce qui est en mouvement dans la société du risque par la déclaration; j'ai peur; la banalité de l'anxiété prend la banalité du besoin.* »

Evidemment il ne s'agit pas d'une peur psychologique mais d'une impossibilité de contrôler quoi que ce soit de son périmètre de vie. Son concept de modernité réflexive signifie non pas une augmentation de la maîtrise et de la conscience mais une conscience plus importante que la maîtrise est impossible. Cette conscience est anxiogène et ébranle l'Etat providence : on ne peut plus être protégé, on est dans un monde incertain. Ulrich Beck va passer en revue les problèmes liés à l'environnement, aux systèmes économiques et sociaux à l'aune de ce monde incertain.

Joan Tronto rappelle que l'approche de celui-ci de la condition humaine est celle d'un homme fini, préoccupé de maîtrise et contrôle et ne pouvant pas identifier les agents politiques qui ont rendu possible cette postmodernité.

Elle montre ensuite que ce "nous" employé par Ulrich Beck désigne avant tout un homme blanc appartenant à une élite intellectuelle vivant en europe et que le "j'ai peur" remplaçant le "j'ai faim" ne doit probablement pas s'adresser aux pauvres. Or celui-ci émet son propos sur la société du risque comme universel et mondialisé. Ulrich Beck semble ignorer que la vie des personnes marginalisées ou des pauvres est probablement plus risquée que la sienne ; son propos est pour ceux, qui comme lui, détiennent un certain contrôle de leur condition matérielle. Il explique que les changements sont liés au fait que ni la science, ni les technologies ne peuvent saisir le risque sans jamais faire référence à qui fait les choix et comment ils sont faits et ne nomment surtout pas le capitalisme et ses capacités à structurer le marché. Pourtant, la crise de la vache folle par exemple, est bien une conséquence d'une industrie qui s'est mise à nourrir les vaches avec des farines animales contaminées. Dans des élevages avec des paysans éleveurs, connaissant leurs bêtes , qui aurait pu concevoir de nourrir les animaux de cette façon ? Or dans ces élevages industriels, la responsabilité et la causalité peuvent tout à fait être tracer : ce ne sont pas des entités abstraites.

Métaphoriquement la société du risque appelle une image d'un monde dangereux et induit la nécessité d'une protection et d'une gestion de la sécurité naturellement attribuées aux hommes. C'est comme ci il y avait un besoin de réaffirmer la centralité du pouvoir des hommes à travers le contrôle face à une société où des processus à l'oeuvre ramènent le souci des autres et le décloisonnement de la sphère privée et de la sphère publique. Ulrich Beck espère que les citoyens reprendront confiance dans la science et les technologies et pour cela il faut une société de communication, de transparence et de la délibération.

Les trente années qui viennent de s'écouler nous montrent que les choses ne se sont pas déroulées ainsi, que le déficit démocratique a plutôt augmenté et que la prise en compte de la situation écologique et sociale se discute en terme de transition : nous sommes encore loin de la transformation.

Que propose le Care ?

Les travaux du care se sont déroulés sur la même période. Les spécialistes de l'esclavage, du travail domestique, des classes populaires et les féministes ont travaillé sur ce qu'Anthony Giddens appelle la sphère affective au 19ème et 20ème siècle. Ils et elles ont ainsi identifié les formes du care de l'éducation à la santé en passant par la professionnalisation. Le travail social en est un exemple. Les surintendantes d'usine, ancêtre du travail social français représentent une professionnalisation du care en entreprise et elles sont à l'intersection du risque et du care avec cette position singulière de femmes cadres et salariées dans des entreprises du début du 20ème où le paternalisme participe aux choix managériaux (Paturel, 2010). Ils et elles mettent en évidence le « sale care » toujours effectué par les femmes et les hommes des classes populaires ou appartenant à des groupes discriminés ou marginalisés.

L'ensemble de ces travaux permet de concevoir le care comme une disposition morale ou un ensemble d'actions mais également comme une manière de décrire et de penser le pouvoir politique. Le récit et la narration sont importants comme méthode d'investigation et Joan Tronto proposent trois éléments importants pour comprendre le care:

- Le care est relationnel ; ce premier point est d'ailleurs un des éléments qui peut plomber le regard car il tend à se situer au niveau individuel et peut être compris comme étant dans cette unique relation duale. Il s'agit de trouver l'équilibre entre l'importance de l'attention à l'autre, et le fait que le care n'est pas que cela. Les êtres humains sont en permanence dans, avec et en dehors de relation avec les autres. De plus, tous les êtres humains sont vulnérables et fragiles et ont recours à d'autres à certains moments et enfin nous sommes tous et toutes donneur.ses et receveur.ses de care. A tout moment dans la société, il y a ceux qui sont le plus dans le besoin et ceux qui sont le plus en capacité de s'aider eux-mêmes et d'aider les autres et cela évolue dans le temps. Vos besoins et capacités actuelles ne sont pas les mêmes qu'hier et demain.

- Le care est contextuel et non essentialiste; si les besoins peuvent être universel, les manières d'y répondre sont contextualisées et le care demande de l'attention aux détails précis de ces conditions.

- Le care se doit d'être démocratique et non exclusif; la référence démocratique est essentielle parce qu'il existe du care organisé qui ne fait pas référence à la démocratie; par exemple, le colonialisme qui par son discours narratif se justifie par un discours de care: se préoccuper des populations indigènes en les civilisant, valoriser les ressources naturelles etc. ou l'aide alimentaire dont l'objectif est de donner à manger à ceux qui ont faim sans se préoccuper du pourquoi de la situation. D'autre part la distribution des responsabilités est également à prendre en compte dans un processus démocratique et cette distribution et/ou assignation à responsabilité est avant tout collective.

Le care comme analyseur du risque

Tout d'abord considérer la vie humaine comme vulnérable inclut le risque, y compris celui des causes liées à l'activité humaine sur l'environnement ; pour le coup, l'attente par rapport à la science change et pose d'emblée le fait que celle-ci aux côtés des autres savoirs peut apporter des éléments de compréhension. En effet, gouverner par le risque entraîne plutôt une occultation du care lié à cette vulnérabilité constitutive de la vie humaine et demande à travers l'affirmation du besoin de contrôle de le faire en infantilisant les citoyens, en faisant peur et les injonctions d'agir en citoyen éclairé n'aide pas beaucoup à avancer. Ulrich Beck montre que la méfiance dans les gouvernements est un des effets collatéraux de cette société du risque. Du point de vue du care, c'est bien évidemment l'absence de confiance qui cause le sentiment de risque."*Faire partie d'une société dans laquelle on sent que tous les individus prennent soin des uns des autres pour identifier et attribuer des problèmes collectifs créé les conditions pour reconnaître ces dangers et les traiter honnêtement.*" (Tronto, 2012:42)

En outre, la société du risque présuppose que la société ne discute pas de ses besoins mais subit les conséquences de ceux qui agissent au nom de leurs droits. Dans une société du care, chercher l'équilibre besoins / droits est au centre du débat politique. Si la société du risque se focalise sur le fait de contrôler les conséquences immédiates (temps court adapté au marché), le care pense qu'il ne faut pas seulement raisonner dans le court terme mais penser les besoins de care dans la durée

Conclusion

Le care donne de la place au sensible, aux émotions mais sans perdre de vue les rapports de domination et les structures qui les permettent. Travailler la dimension politique du care demande de sortir des points de vue positiviste de la science, et plus spécifiquement des sciences sociales mainstream en produisant des connaissances sur des entités normalement absentes (les familles à petits budgets, les personnes précaires refusant l'assistance, etc.) élargir les publics et revendiquer explicitement son caractère politique. L'approche de neutralité axiologique souvent enseigner dans les méthodologies qualitatives est l'argument d'autorité pour invalider une posture épistémologique comme celle-ci en disant que les connaissances produites concernent des études de cas et n'ont pas d'éléments génériques nécessaires à la légitimation d'une production dite scientifique. D'autre part, se situer dans une science sociale qui accorde de la place aux acteurs et à leurs expériences, correspond au déploiement d'une éthique du care à condition que ceux-ci soient reconnus comme sujet connaissant. La coupure entre sujet et objet de la connaissance est généralement présente dans le traitement des données et construit une ligne de fracture entre le point de vue des acteurs et le point de vue des observateurs. Cette coupure engendre une position de surplomb alors que c'est la répétition des récits et leur confrontation qui fait émerger de la connaissance, validée d'un point de vue dialogique. On a ainsi accès à des réalités sociales de vie ordinaire et du quotidien.

Si le Jour d'Après, nous pouvions opposer un contre-inventaire à l'aune de la philosophie politique du care appris durant ce confinement où « *des milliards d'humains sont capables, sur un coup de sifflet, d'apprendre la nouvelle distance sociale, de s'éloigner pour être plus solidaires, de rester chez soi pour ne pas encombrer les hôpitaux, on imagine assez bien la puissance de la transformation de ces nouveaux gestes barrières dressés contre la reprise à l'identique.* » (Latour, 2020).

Bibliographie

Beck U.(2001) *La société du risque. Sur la voie de la modernité*, Paris, Aubier

Brugère, F. (2014) *Le sexe de la sollicitude*, Lormont, Le Bord de l'eau

Castel, PH (2020) L'hydroxychloroquine: quelle(s) controverse(s)?, *A.O.C,* 13/04/2020

Ewald F. (1986), *L'Etat Providence*, Paris, Grasset

Giddens A. (1987) *La Constitution de la société. Eléments de la théorie de la structuration*, Paris, PUF

Latour, B (2020) Imaginer les gestes barrières contre le retour à la production d'avant-crise, *A.O.C* 30/03/2020

Paturel D. (2010) *Le service social du travail à l'épreuve de la GRH : la fonction de Tiers Social*, Paris, L'Harmattan

Tronto, J. (2009) *Un monde vulnérable. Pour une politique du care*, Paris, La Découverte

Tronto J (2012) *Le care ou le risque*, Paris, PUF

1Au décès de ma grand-mère, je retrouverai dans son cagibi 23 paquets de sucres et 28 boîtes de persavon : j'en ai encore aujourd'hui.

2Et le papier toilette !

3Entraide civile reposant sur des centaines et des centaines d'heures de travail gratuit

4https://www.nouvelobs.com/coronavirus-de-wuhan/20200323.OBS26479/a-marseille-une-longue-file-d-attente-pour-se-faire-depister-du-coronavirus-chez-le-professeur-raoult.html

5Françoise Barré-Sinoussi, prix nobel de médecine en 2008 pour ses travaux sur le VIH

6 En particulier, conceptualiser par le travail social, peu repris dans les autres disciplines avant les années 1990,

par les sciences de l’organisation ou de gestion dans les institutions internationales. La filiation avec la recherche disciplinaire Travail social n’est jamais rendue visible.